

ASSEMBLÉE NATIONALE

9ème législature

Reglementation

Question écrite n° 15164

Texte de la question

M Louis Pierna attire l'attention de M le garde des sceaux, ministre de la justice, sur l'avenir qu'envisage la Chancellerie pour les etudes d'avoues qui restent actuellement en activite et qui sont des officiers ministeriels specialises. Des inquietudes legitimes se manifestent parmi les personnels qui ont une qualification professionnelle propre. Il lui demande donc les dispositions qu'il envisage dans l'interet du service public et de l'emploi.

Texte de la réponse

Reponse. - Soucieux de mettre les professions juridiques et judiciaires en mesure de faire face a l'echeance europeenne de 1993, le garde des sceaux, ministre de la justice et le ministre des affaires europeennes ont confie a M Dominique Saint-Pierre, avocat au barreau de Lyon, ancien depute, une mission d'etude sur l'Europe et les professions du droit. M Saint-Pierre s'est preoccupe en priorite du rapprochement des avocats et des conseils juridiques, de la reglementation de l'exercice du droit et de l'exercice des professions liberales sous forme de societes de capitaux. Il a remis son rapport le 30 juin 1989. A l'occasion des reflexions ainsi menees, la question s'est posee de savoir s'il y avait lieu d'integrer dans la nouvelle profession celle d'avoue pres de la cour d'appel. Le Gouvernement n'envisage pas, en l'etat, d'engager une telle reforme. En tout etat de cause, il va de soi que si une telle mesure etait retenue, il conviendrait de prendre en consideration l'interet du service public et de l'emploi, notamment en ce qui concerne la situation du personnel des etudes d'avoue.

Données clés

Auteur: M. Pierna Louis

Circonscription: - Communiste
Type de question: Question écrite
Numéro de la question: 15164
Rubrique: Auxiliaires de justice
Ministère interrogé: justice
Ministère attributaire: justice

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 3 juillet 1989, page 2997